

DECISION DU PRESIDENT N° 104-25

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

**Objet : CONVENTION D'ACCOMPAGNEMENT A LA TRANSFORMATION PAR LA STRATEGIE IA
ET LA CONDUITE DU CHANGEMENT**

Le Président de la Communauté de communes,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,
Vu le Code de la Commande Publique,
Vu la délibération du Conseil communautaire du 11 avril 2024, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 221 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
Considérant la réflexion de la Communauté de communes pour appréhender l'IA au sein de son organisation, en lien avec le dispositif EDIH DIVA développé par la Commission européenne,
Considérant l'offre du Pôle IMAGES & RESEAUX de Lannion (22) pour un montant de 2 000.00 € H.T, après déduction d'une dotation européenne à hauteur de 50% du coût total de l'étude et de la prise en charge de 500.00 € H.T par le prestataire.

DECIDE

Article 1 : d'attribuer au Pôle IMAGES & RESEAUX de Lannion (22) le marché relatif à la réalisation d'un diagnostic IA et l'aide à la construction d'une feuille de route pour un montant de 2 000.00 € H.T. après déduction des aides.

Article 2 : d'imputer la dépense sur les crédits du budget Général.

Article 3 : le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

Article 5 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

Article 6 : conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée à Monsieur le Trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées



Fait à Saint-Fulgent, le 25 avril 2025

Le Président
Jacky DALLEY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette
44041 NANTES CEDEX - dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.